

تۆننامى

Tu ne meurs pas

You don't die

Ghazal Golshiri

Marie Sumalla

À nos pères,
Houshang & René

زن
زندگی
آزادی



Le 13 septembre 2022, Mahsa (Jina) Amini est vêtue d'un simple manteau noir et d'un foulard de la même couleur. Elle est pourtant arrêtée par la police pour ses habits jugés « indécents ». Vivant à Saqqez, une ville kurde située dans le nord-ouest de l'Iran, la jeune femme s'était rendue à Téhéran en famille pour visiter la capitale.

Mahsa Amini tombe dans le coma pendant sa garde à vue, vraisemblablement à cause de coups reçus sur la tête. Sa mort enflamme le pays. Internet est coupé. Whatsapp et Instagram sont bloqués. Les Iraniens ont recours à des réseaux VPN pour se connecter à Internet. Celles et ceux qui osent descendre dans la rue encourent de graves risques dont l'exécution.

On September 13, 2022, Mahsa (Jina) Amini, aged 22, was wearing a simple black coat and a black hijab. Yet she was arrested by the morality police as her clothing was deemed inappropriate. The young woman lived in the Kurdish town of Saqqez in northwest Iran, and had traveled with her family to Tehran to visit the city.

While in custody, Mahsa Amini fell into a coma, no doubt caused by blows to the head. Her death inflamed the country. Internet connections were cut off; WhatsApp and Instagram were blocked; but in Iran people made connections using software to avoid being tracked. The risks were great for protesters taking to the streets; there was even the threat of execution.









ترینا کین
تو نامری
ناوت نهینه رهز

آفریده ۱۳۱۴،۵
آسیده ۱۳۹۹،۹،۵

سقا زبلیت



















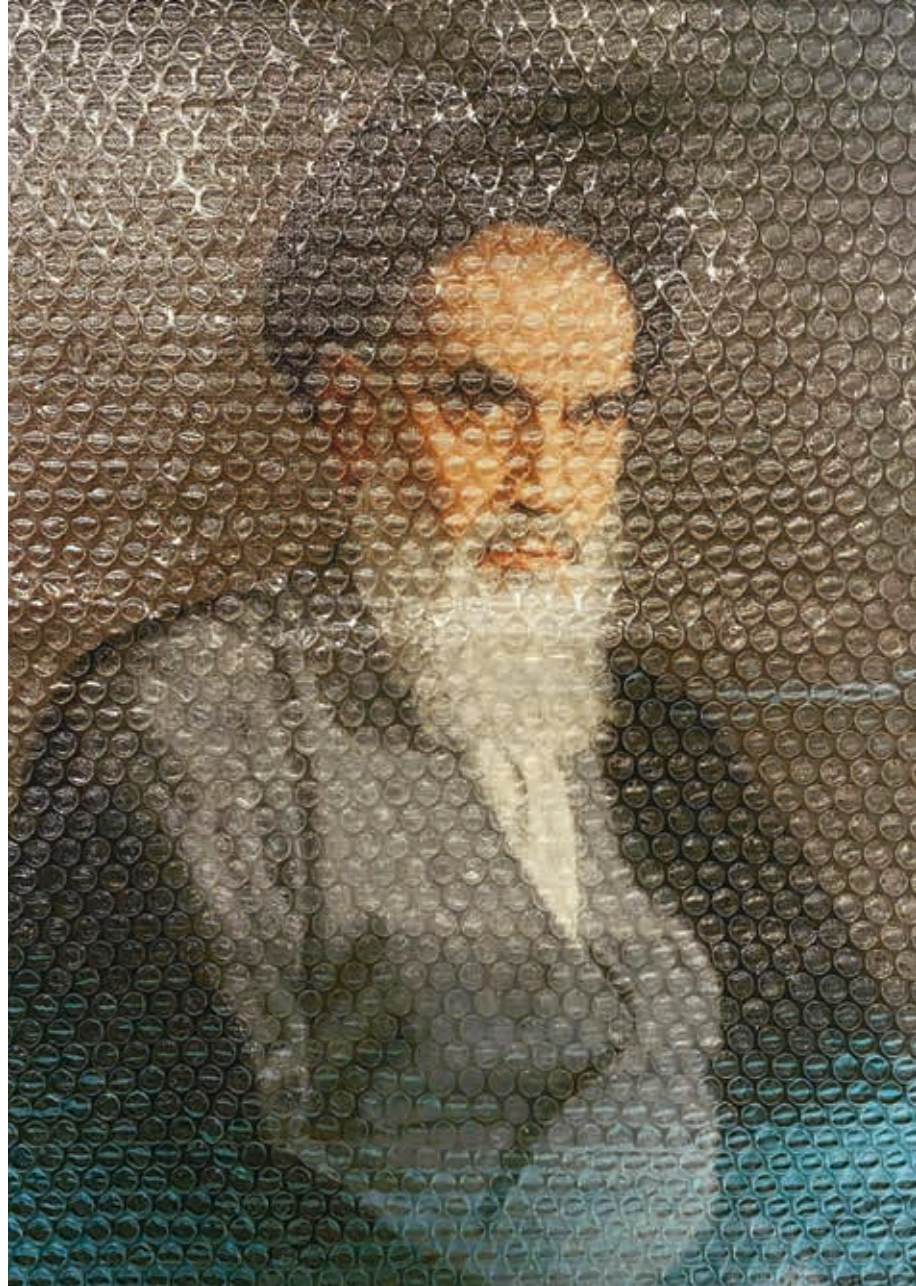
بلندہوش کلینک

بلندش کنید









006—007: Le visage de Mahsa (Jina) Amini est projeté sur la façade des immeubles du quartier d'Ekbatan, accompagné du slogan « Femme, Vie, Liberté ». Téhéran, 25 octobre 2022. Photographe anonyme.

011—016: La grand-mère et le père de Mahsa (Jina) Amini apprennent la mort de la jeune fille. La photo est prise par la journaliste iranienne Niloufar Hamedî qui est depuis en prison pour avoir relayé sa mort. L'annonce est publiée sur les réseaux sociaux et les premiers rassemblements s'improvisent devant l'hôpital. Une jeune femme retire son foulard et crie sa colère devant la police. Hôpital Kasra, Téhéran, 16 septembre 2022. Auteur anonyme.

017: Les habitants de Saqqez se rassemblent pour empêcher l'ambulance de pénétrer dans le cimetière. Les forces de sécurité planifient un enterrement discret avant le lever du jour pour éviter toute manifestation. Saqqez, Kurdistan

iranien, 17 septembre 2022. Photographe anonyme.

018—019: Première photo de la tombe de Mahsa Amini publiée sur les réseaux et la BBC Persian. Sur la pierre: « Chère Jina, tu ne meurs pas, ton nom devient un symbole ». Saqqez, Kurdistan iranien, 17 septembre 2022. Photographe anonyme.

020—025: Lors des funérailles de Mahsa Amini, des femmes retirent leurs foulards en signe de protestation et crient « À bas le dictateur », et, pour la première fois du soulèvement « Femme, Vie, Liberté ». Saqqez, Kurdistan iranien, le 17 septembre 2022. Auteur anonyme.

026—031: Les forces de police stoppent la foule qui marche sur le boulevard Enqelab — où se situe le bureau du gouverneur de la province — en entonnant des chants contre le régime. Saqqez, Kurdistan iranien, le 17 septembre 2022. Auteur anonyme.

032—043: La police réplique avec des gaz lacrymogènes et des balles réelles. Elle tue Kian Derakhsan. Saqqez, Kurdistan iranien, le 17 septembre 2022. Auteur anonyme.

045: L'artiste Behnam Sadeghi publie sur son compte Instagram le portrait de Ruhollah Khomeiny, le fondateur de la République islamique d'Iran, avec le titre: « Quel héritage précieux... Notre destinée ». Le 16 septembre 2022.

006—007: The face of Mahsa (Jina) Amini is projected on the buildings in the Ekbatan neighbourhood, accompanied by the slogan “Woman, Life, Freedom”. Tehran, October 25, 2022. Anonymous photographer.

011—016: Mahsa (Jina) Amini’s grandmother and father learn of her death. The photo was taken by Iranian journalist Niloufar Hamedei who has since been imprisoned for reporting her death. The announcement was published on social media, and the first rallies were held outside the hospital. A young woman removes her hijab and shouts her anger at the police. Kasra Hospital, Tehran, September 16, 2022. Anonymous author.

017: The inhabitants of Saqqez gather to prevent the ambulance from entering the cemetery. Secret services plan a discreet burial before daybreak to avoid any protests. Saqqez, Iranian Kurdistan, September 17, 2022. Anonymous photographer.

018—019: First photo of Mahsa’s grave published on social media and BBC Persian. On the stone, it’s written: “Dear Jina, you don’t die, your name becomes a symbol”. Saqqez, Iranian Kurdistan, September 17, 2022. Anonymous photographer.

020—025: At funerals, women remove their hijab to protest, shouting “Down with the dictator” and, for the first time, “Woman, Life, Freedom”. Saqqez, Iranian Kurdistan, September 17, 2022. Anonymous author.

026—031: Police forces stop the crowd marching on Enqelab Boulevard, where the governor’s office is located, chanting antiregime slogans. Saqqez, Iranian Kurdistan, September 17, 2022. Anonymous author.

032—043: The police retaliate with tear gas and live ammunition. They kill Kian Derakhsan. Saqqez, Iranian Kurdistan, September 17, 2022. Anonymous author.

045: Artist Behnam Sadeghi posts a portrait of Ruhollah Khomeini, the founder of the Islamic Republic of Iran, with the title: “What a precious heritage... Our destiny”. September 16, 2022.

Je suis née en Iran en 1981. Cette année-là, tous les matins, ma mère se précipitait au kiosque à journaux du coin de notre rue, cherchant parmi la liste des noms et des visages des opposants exécutés ceux et celles qu'elle connaissait. Dans notre petit appartement à Téhéran, certains amis de mes parents, fuyant l'arrestation, trouvaient refuge. Le soir, ils regardaient tous ensemble les bulletins télévisés et les retransmissions des procès staliniens, essayant de comprendre ce qui pouvait les attendre le lendemain.

Je me demande toujours comment mes parents, ma mère traductrice et mon père romancier, qui avaient participé aux manifestations ayant renversé le dernier chah d'Iran, Mohammad Reza Pahlavi, ont pu vaincre le désespoir et la désillusion qu'ils ont connus une fois qu'ils ont vu leur révolution récupérée et volée par les islamistes.

Mon père avait fait de la prison sous Mohammad Reza Pahlavi dans les années 1970, parce que son roman racontant la décadence d'un prince de la dynastie précédente (les Qajars) n'avait pas plu aux autorités. Ma mère, étudiante à l'université de Téhéran, avait été questionnée par la police secrète, la Savak, pour ses fréquentations et pour ses propos, tenus pourtant en privé, jugés anti-establishment.

Rouhollah Khomeini, le principal leader de la révolution devenu fondateur de la République islamique d'Iran en 1979, et son opposition féroce à la liberté d'expression, sa main de fer et sa soif de réprimer toute voix dissonante dans le sang étaient bien éloignés de l'avenir que mes parents avaient rêvé pour l'Iran. Plus tard, les Iraniens opposés au régime ont baptisé cette époque « les années noires de 1980 ». Le voile est devenu obligatoire pour les femmes en 1984.

Dans l'album familial, il y a des photos de moi, petite, portant fièrement un foulard noir et le sac de ma mère. Être grande pour une Iranienne de mon âge voulait dire porter un foulard et un manteau, une sorte de tunique, longue, large et boutonnée devant.

Plus tard, quand j'ai eu 7 ans, je portais pour aller à l'école,

comme mes camarades, un long manteau ample et une sorte de cagoule, couvrant mes cheveux et tout le haut de mon corps, jusqu'à mes mains. C'était les années de la guerre avec l'Irak. Huit longues années. À l'école, on nous interdisait de nous habiller autrement qu'en noir. Mettre des chaussettes ou des baskets blanches aurait constitué un acte impardonnable. Une sobriété extrême et la peur régnaient sur nos vies. La soumission a été notre arme de survie. Dès leur plus jeune âge, le foulard est devenu une partie intégrante de la vie publique des femmes de ma génération. Mes parents nous expliquent alors très rapidement, à mon frère et à moi, qu'il ne faut pas raconter à l'école qu'à la maison, nous n'aimons pas Khomeini, et que, parfois, la nuit, mes parents et leurs amis boivent de l'alcool dans notre appartement. L'hypocrisie, le mensonge et notre double vie sont désormais mes alliés.

En 1996, j'ai 15 ans (l'âge du droit de vote à l'époque), et je suis la première dans ma famille à voter sous la République islamique. J'écris sur le bulletin le nom de Faezeh Hachémi Rafsandjani, ma candidate préférée au parlement. Elle qui porte des jeans, alors interdits, et se bat pour que les femmes puissent, elles aussi, faire du vélo. Une révolution à l'époque.

Le père de cette dernière, Akbar Hachémi Rafsandjani, est président à ce moment-là et c'est pendant son mandat que mes parents et leurs camarades de lutte essaient de relancer l'Association des écrivains d'Iran, une organisation qui lutte contre la censure. Ses membres, dont mes parents, sont souvent convoqués par les services de renseignement, parfois même arrêtés. Certains meurent dans des circonstances obscures. La peur fait partie de notre vie. Cependant mes parents veulent rester en Iran, à tout prix, mais se taire devant l'injustice et l'obscurantisme n'est pas une option pour eux.

Lors de l'élection présidentielle de 1997, j'ai 16 ans et je vote pour Mohammad Khatami. Il se dit ouvertement réformateur, parle de société civile, de liberté d'expression et de tolérance. Il regarde les femmes droit dans les yeux, ce que ses pairs ne font pas, de peur d'être pervertis par le regard féminin.

Certains disent de lui qu'il est le Gorbachev iranien. Je décide d'y croire. Tout comme à une bataille en cours entre les fondamentalistes et les plus réformateurs et à la nécessité d'aider, par les urnes, les plus éclairés. Mohammad Khatami, grâce aux votes des jeunes et des femmes, est élu haut la main, avec plus de 20 millions de voix, soit un score de 69%.

L'été de 1997, nous rendons visite à mon père, en résidence d'écriture en Allemagne. Pour la première fois depuis mon enfance, je sens le vent dans mes cheveux. « J'aime bien », dis-je à ma mère. Je danse dans une discothèque que possède l'un des amis de mon père à Cologne. Je sens chaque battement de mon cœur avec la musique forte. J'en parle à ma mère. « J'adore que tu aies cette sensation », me répond-elle.

Nous rentrons à Téhéran avant la rentrée scolaire. Mon père nous suit quelques mois plus tard. L'arrivée au pouvoir de Khatami provoque une tempête. Les titres de journaux critiques se multiplient. Des organisations non gouvernementales sont lancées. Des grandes avocates comme la future lauréate du prix Nobel de la paix, Shirin Ebadi, écrivent dans ces nouveaux titres sur les droits des femmes, les féminicides et les lois discriminatoires envers les femmes. L'Iran s'ouvre un peu.

Le retour du bâton s'avère sanglant. En 1998, deux amis de mon père, membres comme lui de l'Association des écrivains d'Iran, ainsi qu'un couple d'opposants, sont assassinés par les services secrets, aux mains des plus durs, les proches du Guide suprême, Ali Khamenei. Des listes d'intellectuels à abattre circulent. Mon père est en haut de toutes les listes. Je pleure sous la douche. À mon petit ami de l'époque, j'écris : « Nous sommes de petits cafards qu'ils peuvent écraser quand ils veulent et personne ne va réagir. » En 1999, les étudiants de l'université de Téhéran qui protestent contre la fermeture d'un quotidien réformateur sont attaqués, tabassés et arrêtés. Au moins deux d'entre eux sont tués.

Je perds mon père peu de temps après, en 2000, d'une maladie pulmonaire. Avant sa mort, le matin, on le retrouve souvent endormi, assis sur le canapé du salon, une cigarette

consommée entre les doigts. Il était fatigué. Il est mort sans que, depuis la révolution et de son vivant, ses meilleurs romans aient reçu l'autorisation de paraître en Iran. Il disait que la langue persane et ses lettres étaient son refuge. Pendant son enterrement, je retiens mes larmes, convaincue qu'elles feraient certainement plaisir à ses ennemis.

En 2006, j'arrive en France. Encore aujourd'hui, il m'arrive de faire ce cauchemar la nuit où je me vois en Iran, dans la rue, sans voile, et que je sursaute en me disant : « Ça va mal finir ! ». Un jour, en allant à l'ambassade d'Iran à Paris pour effectuer une démarche administrative, tandis que je m'arrête pour couvrir mes cheveux avec un foulard avant de pénétrer dans le bâtiment, je réalise à quel point la République islamique d'Iran exerce une emprise sur nous, les femmes, à travers un simple tissu. Pourtant, jusque-là, je répétais à mes amis français que l'obligation de porter le voile n'était pas la première difficulté des femmes en Iran. Que d'autres sujets, comme le droit au divorce et la garde des enfants, tous deux discriminants les femmes, étaient plus prioritaires. Mais j'avais tort.

Je retourne vivre en Iran en 2016, où je travaille comme correspondante du Monde. Au bout de trois ans, je jette l'éponge. Les derniers temps de mon séjour, je suis souvent convoquée et questionnée par les services de renseignement. Ma marge de manœuvre est étroite, les possibilités d'écrire et de raconter ce qui se passe dans mon pays sont infimes et les risques importants. Je rentre en France en me disant qu'un jour, je retournerai en Iran. Mais une nuit, en novembre 2019, le gouvernement annonce une augmentation du prix de l'essence. Les Iraniens descendent en masse dans la rue. Les protestataires sont tués par centaines mais la coupure d'Internet rend presque impossible de se rendre compte de ce qui se passe. Cette répression constitue un vrai tournant et fait dire à beaucoup que la République islamique d'Iran n'est pas réformable. Je décide alors d'abandonner l'idée de retourner un jour dans mon pays.

Le 16 septembre 2022, quand la jeune Mahsa Amini, Jina de son vrai prénom kurde, est morte à l'hôpital après avoir été

frappée par les hommes du régime, j'ai écrit à mes amis : « Notre patrie est occupée ». Je ne pensais jamais que les Iraniens se soulèveraient pour la mort de cette jeune Kurde mise en garde à vue, à cause de quelques cheveux dépassant de son foulard ou de son manteau pas assez fermé. J'imaginai les Iraniens pris dans le tourbillon de la galère quotidienne, la vie chère, la perspective de lendemains toujours plus difficiles. Je me disais que la répression attendue allait décourager toute velléité de s'insurger contre l'injustice infligée à Jina. Que l'inaction allait l'emporter contre l'indignation. Mais j'avais tort.

Quelques heures après l'annonce de sa mort, une de mes amies journalistes à Téhéran a annoncé sur Twitter qu'elle se rendrait sans foulard devant l'hôpital où Jina avait succombé à ses blessures. À son retour, elle m'a écrit : « En voyant aujourd'hui la rage des gens devant l'hôpital, je me suis dit que quelque chose de différent allait se passer en Iran. » Elle avait raison. Le jour de l'enterrement de Jina, son oncle a écrit sur un bloc en béton posé sur sa tombe : « Chère Jina, tu ne meurs pas. Ton nom devient un symbole. »

À partir de ce jour-là, et pendant des mois, je me suis levée à quatre heures du matin, au moment où l'accès des Iraniens à Internet est le moins capricieux, à cause des coupures imposées par l'État. J'ai recueilli leurs témoignages : leur rage, leur indignation, leurs peurs, mais aussi leurs espoirs, leur envie et leur soif d'avoir une vie digne et normale, alors qu'en Iran, rien n'est normal.

À travers les rares images qui arrivent sur les réseaux, je découvre, dans les rues de Téhéran que je connais par cœur, cette nouveauté miraculeuse en toile de fond : des femmes et des jeunes filles aux cheveux découverts. De mon vivant, jamais je n'aurais imaginé voir, même de loin, les femmes de mon pays se balader en public tête nue. Les hommes à qui je parle, à Téhéran, mais aussi dans des localités les plus conservatrices, me disent avoir pris conscience que la liberté de tous passe d'abord par celle des femmes. Le foulard est devenu le

symbole de toutes les discriminations et de toutes les injustices que la République islamique d'Iran fait subir aux Iraniens, hommes et femmes, depuis 1979.

Voilà que soudain renaît en moi, quatre ans après, le rêve d'un retour en Iran. Je pense souvent à ce graffiti, apparu sur un mur de Téhéran, à l'automne 2022. « Quelle audace a été cachée dans ce pays ! ». J'avais sous-estimé mes compatriotes.

Leur audace, leur détermination, malgré la répression, m'éblouissent. La nouvelle génération, les adolescentes surtout, dont les parents ont mon âge, voient à travers Instagram la vie des jeunes ailleurs dans le monde, qui ne ressemble en rien à la leur. La torpeur, l'envie de se protéger en se disant que c'est comme ça en Iran et c'est tout, s'est muée en colère. Le foulard n'est pas un tissu anodin. La compromission n'est plus tolérée. Les femmes iraniennes ne peuvent toujours pas faire de vélo. La loi sur le divorce et celle sur la garde des enfants sont encore aujourd'hui favorables aux hommes. Très peu de choses ont changé d'un point de vue législatif. Or, la société iranienne, elle, est beaucoup plus réveillée qu'il y a un an. Les Iraniennes avec lesquelles je suis en contact sortent aujourd'hui sans foulard dans la rue, conduisent leur voiture, se rendent à la banque et à l'hôpital, les cheveux découverts. Elles sont parfois harcelées. Leurs véhicules partent de temps en temps à la fourrière, en guise de punition pour avoir désobéi à la loi sur l'obligation du port du voile, toujours en vigueur. Certaines n'emportent même plus, « au cas où », de foulard dans leur sac à main. « Nous ne retournerons pas en arrière », me disent-elles.

Chaque image et vidéo de l'Iran d'aujourd'hui me fait sursauter. Un peuple réveillé, réuni autour d'un slogan progressiste comme « Femme, Vie, Liberté », c'est tout ce que les gens comme mon père souhaitaient pour l'Iran. Je pense souvent à lui, à la joie et à l'enthousiasme qu'il aurait ressentis en voyant ce qui se passe depuis septembre 2022 dans notre pays.

Mon père adorait les couleurs vives, la joie, la musique et la danse. En 1993, il a écrit l'histoire d'un grand-père vivant dans notre immeuble, situé dans une cité habitée par la classe

moyenne. Le vieil homme déteste voir ses proches sombrer dans les galères de la vie quotidienne et oublier les joies de la vie. Il ne comprend pas pourquoi quelques mèches dépassant du foulard de sa fille dérangent ses supérieurs. Il décide donc de faire courir une rumeur selon laquelle un jeune couple se serait donné rendez-vous pour danser sur une place centrale de Téhéran, à 17 heures, pour célébrer le premier cliché pris des galaxies formées peu après le Big Bang. Parce que « quinze milliards d'années après le Big Bang jusqu'à présent, ces pierres ont tourné et se sont cognées, les unes contre les autres, jusqu'à ce qu'elles donnent naissance à nous, à deux jeunes assis sur une banquette... », écrivait mon père.

L'homme âgé de cette nouvelle, intitulée « Le Big Bang », est bien déterminé à y aller, lui aussi, avec ses béquilles, accompagné de sa femme. Et si le couple n'est pas là, c'est lui-même, avec sa femme, qui vont danser sur le lieu du rendez-vous.

Le 8 mars 2023, pour célébrer la journée internationale des droits des femmes, une vidéo a surgi sur les réseaux. On y voit cinq jeunes femmes danser, les cheveux dévoilés et le ventre au vent. La scène se passe en bas de notre immeuble, dans une cour sur laquelle donnait la fenêtre du bureau de mon père, là où il a écrit « Le big bang ».

La nuit, dans mes rêves, je me vois souvent dans ce même appartement. Je ne sais pas si je pourrai retourner un jour en Iran. De temps en temps, je sombre dans un puits de noirceur en pensant à toutes les vies perdues. Mais une phrase me sauve, c'est celle que répètent tous les Iraniens qui aspirent à un Iran démocratique: « À la fin, au moins l'un de nous survivra à votre règne pour danser et ce sera très beau. »

I was born in Iran in 1981. That year, my mother would rush to the newspaper kiosk on the corner of our street every morning to go through the list of names and faces of the executed opponents she knew. Some of my parent's friends, fleeing arrest, found refuge in our small apartment in Tehran. In the evenings, they watched the news and the Stalinist trials, trying to figure out what could be in store for them the following day.

I always wonder how my parents, my translator mother and novelist father, who participated in the demonstrations that toppled the last Shah of Iran, Mohammad Reza Pahlavi, overcame the despair and disillusionment they felt when their revolution was taken away and stolen by the Islamists.

My father had been imprisoned under Mohammad Reza Pahlavi in the 1970s for his novel about a decadent prince of the previous dynasty (the Qajars). My mother, a student at the University of Tehran, was questioned by the secret police, Savak, for her anti-establishment ideas.

The revolution's leader and founder of the Islamic Republic in 1979, Rouhollah Khomeini, his fierce opposition to freedom of expression, his iron fist and his thirst to repress any discordant voice in blood were far from the future my parents wished for Iran. Later on, Iranians opposed to the Islamic Republic of Iran called that period "the dark years of the 1980s." The veil became compulsory for women in 1984.

In family albums are photos of me as a little girl, proudly wearing a black hijab and holding my mother's handbag. For an Iranian woman my age, being a grown-up has meant wearing a hijab and a long, large coat buttoned down in the front.

Starting school at the age of seven, my classmates and I had to wear a long, loose-fitting coat and some sort of balaclava covering the upper body down to the hands. Those were the years of the war with Iraq. Eight long years. At school, we were forbidden to dress in anything but black. Wearing white socks or sneakers was considered an unforgivable act. Extreme restraint and fear ruled our lives. Submission became our weapon of survival. The hijab became an integral part of public

life for the women of my generation from a very young age. My parents quickly explained to my brother and me the things we weren't supposed to say at school; that we didn't like Khomeini, that my parents and their friends sometimes gathered in our apartment and drank alcohol. Hypocrisy, lies and our double life thus became my allies.

In 1996, at the age 15 (the voting age at the time), I was the first in my family to vote under the Islamic Republic. I voted for Faezeh Hashemi Rafsanjani as my favorite candidate for parliament. She wore jeans, which was forbidden back then, and advocated women's rights to ride bicycles—a revolution at the time.

Her father, Akbar Hashemi Rafsanjani, was president at the time and it was during his term of office that my parents and their comrades tried to relaunch the Writers' Association of Iran, an organization fighting censorship. Members of the association, including my parents, were often summoned or even arrested by the secret service. Some died in obscure circumstances. Fear became a part of our lives. My parents wanted to stay in Iran at all costs, but silence in the face of injustice and obscurantism was not an option.

At 16, I voted for Mohammad Khatami in the 1997 presidential election. He openly claimed to be a reformer and spoke of civil society, freedom of expression and tolerance. He looked women straight in the eye, which his peers still don't do for fear of temptation by the female gaze. Some labeled Khatami Iran's Gorbachev. I decided to believe that; that a battle was underway between the fundamentalists and the reformists and that we had to help out the more enlightened through ballot boxes. Mohammad Khatami was elected, hands down, with over 20 million votes, a score of 69%, thanks to young people and women.

In the summer of 1997, we visited my father, who was in a writing residency in Germany. I felt the wind in my hair for the first time since childhood. "I like it," I said to my mother. I danced in a discotheque in Cologne whose owner was my

father's friend. I felt every beat of my heart with the loud music and told my mother about it. "I love that you had that feeling", she replied.

We returned to Tehran before the start of the school year. My father came back a few months later. Khatami's coming to power caused a storm. Newspaper headlines, the most radical critics, multiplied. Non-governmental organizations were founded. Great lawyers, such as future Nobel Peace Prize laureate Shirin Ebadi, wrote about women's rights, femicides and discriminatory laws against women. Iran opened up a bit.

But the backlash was bloody. In 1998, two of my father's friends, fellow members of the Writers' Association, and another dissident couple were murdered by the agents of the secret services, the toughest functionaries, those closest to the Supreme Leader, Ali Khamenei. The lists of intellectuals to be killed circulated. My father was at the top of every list. I would cry in the shower. "We are like little cockroaches that they can squash whenever they desire and no one is going to react," I wrote to my then-boyfriend. In 1999, Tehran University students protesting the closure of a reformist daily newspaper were attacked, beaten and arrested. At least two of them killed.

I lost my father shortly after to lung disease in 2000. He often used to doze off on the living room sofa in the mornings, holding a cigarette burnt all the way down. He was tired. He died without getting to see most of his best works being published in Iran after the revolution and during his lifetime. The Persian language and writing were his refuge. I didn't cry at his funeral; I didn't want to please his enemies with my tears.

I arrived in France in 2006. To this day, I have nightmares that I'm in Iran, in the street, without a hijab, terrified, thinking: "This is going to end badly!". One day, I went to the Iranian embassy in Paris for paperwork. I stopped and wore a hijab before entering the building, and that's when I realized the Islamic Republic's grip on us women through a simple piece of cloth. However, for years, and until very recently, I've been telling my French friends that the compulsory hijab is not

women's primary issue in Iran and that other ones, such as divorce law and child custody, both discriminatory against women, are higher priorities. I was wrong.

I returned to live in Iran in 2016, working as a correspondent for Le Monde. I threw in the towel three years later. Towards the end of my stay, the intelligence services often summoned and questioned me. I had very little room to maneuver; the possibility of writing about what was going on there was limited and highly risky. I returned to France, thinking one day I'll go back. I stopped thinking about it in November 2019.

At that time, the increase in petrol prices announced by the government took Iranians to the streets en masse. Hundreds were killed and the internet down made it almost impossible to track what was happening in the streets of Iran. That was a real turning point; people realized the Islamic Republic of Iran was unreformable. So I decided to let go of the idea of returning to Iran.

On September 16, 2022, young Mahsa Amini, or Jina, her real Kurdish name, died in a hospital after being beaten by the so called morality police. I then wrote to my friends: "Our homeland is occupied." I never thought Iranians would rise for the death of the young Kurdish woman taken into custody because of a few strands of hair sticking out of her scarf or her coat not fully buttoned. I thought Iranians were already caught up in the whirlwind of daily hardships, high living costs and the prospect of an ever more difficult tomorrow and that the anticipated repression would deter any desire to cry out against the injustice inflicted on Jina. I thought inaction would win out over anger. I was wrong.

A few hours after Jina's death was announced, one of my journalist friends in Tehran wrote on Twitter that she was going to the hospital where Jina died from her injuries without a hijab. Once back, she wrote to me: "I saw people's rage today outside the hospital. Something tells me this time is different. Something is going to happen in Iran." She was right. On the day of Jina's funeral, her uncle wrote on a concrete

block placed on her grave: "Jina dear! You don't die. Your name becomes a symbol."

As of that day, for months, I got up at four in the morning when the internet access in Iran was less fickle due to the restrictions imposed by the state. I collected their testimonies: their outrage, their resentment, their fears, their hopes, their desires and their thirst for a normal life because, in Iran, nothing is normal.

Through rare images on social media, I saw, for the first time, the streets of Tehran I know so well, with the new, miraculous backdrop of uncovered women and young girls. I never thought I would see women in my country walking around in public without a hijab. The men I spoke with in Tehran and other more conservative cities told me they realized freedom for all first goes through women. The compulsory hijab became the symbol of discrimination and injustice inflicted by the Islamic Republic of Iran on Iranian men and women since 1979.

After four years, I started dreaming of returning to Iran again. I often think about one graffiti on a wall in Tehran in the autumn of 2022. "What bravery was hidden in this country!" I had underestimated my compatriots.

Their courage and determination, despite the repression, amazed me. The new generation, especially teenage girls whose parents are from my generation, see the lives of young people their own age in other parts of the world on Instagram, lives that bear no resemblance to theirs. The stupor and desire to protect oneself by thinking that's just the way things are in Iran is replaced by anger. The hijab is hardly a trivial piece of cloth. Compromise is no longer tolerated. Women in Iran still can't ride bicycles. Divorce and child custody laws still favor men. Very little has changed in terms of legislation. But Iranian society is way more alert than a year ago. The Iranian women I'm in contact with now leave their homes without hijabs; they drive their cars and go to the bank and the hospital uncovered. Sometimes they are harassed. Their cars are occasionally impounded as punishment for disobeying the compulsory hijab

law, which is still in force. Some don't even carry a "just in case" hijab in their handbags. "We are not going back," they tell me.

Every image and video coming out of Iran today surprises me. A people awakened and united around the progressive slogan "Woman, Life, Freedom" is all that Iranians like my father wanted for our country. I often think of him, the joy and enthusiasm he would have felt seeing what has been happening in Iran since September 2022.

My father loved vibrant colors, joy, music and dance. In 1993, he wrote the story of a grandfather living in our own apartment building in a middle-class district. The man hated seeing his loved ones drowned in everyday life's troubles, forgetting its joys. He couldn't understand why a few strands of hair sticking out of his daughter's scarf bothered her superiors. So he decided to spread the rumor that a young couple would dance at a central square in Tehran at 5 p.m. to celebrate the first snapshot of the galaxies formed shortly after the big bang. Because "from fifteen billion years after the big bang till now, these stones have rotated and bumped into each other, giving birth to us, and the two young people sitting on a bench..." wrote my father.

The elderly man in the short story "The Big Bang" would also attend with his crutches and his wife. And if the young couple didn't show up, they would dance themselves.

On March 8, 2023, celebrating International Women's Day, a video popped up on Internet; five young women without hijab and their navels showing danced under our building in a courtyard below my father's study, where he wrote "The Big Bang".

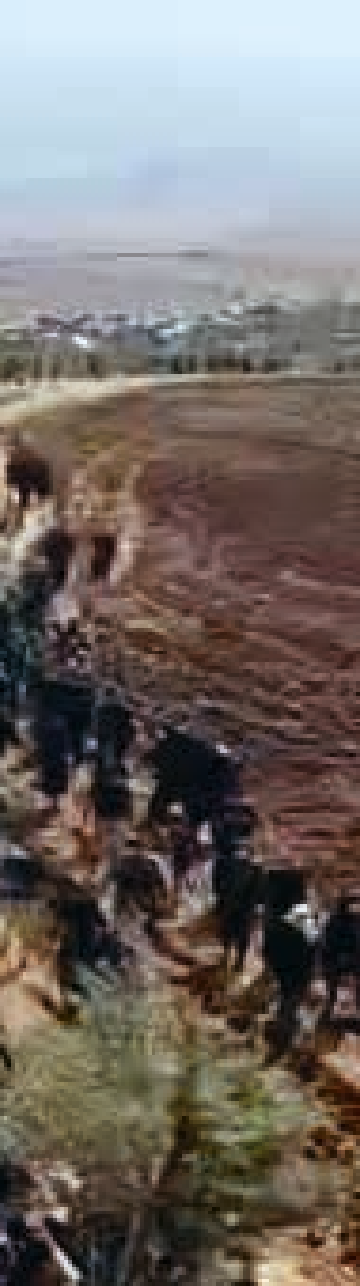
At night, I often dream that I'm in that same apartment. I don't know if I will ever go back to Iran. I sometimes fall into a pit of darkness, thinking of all the lost lives. What saves me is a phrase Iranians dreaming of a democratic Iran often say: "At least one of us will survive your reign and will dance, and it will be very beautiful."

En quelques jours, fin septembre 2022, la révolte partie de la région dont est originaire Mahsa Amini se transforme en soulèvement national qui vise la République islamique dans son ensemble. Différents groupes de la société civile, des étudiants et des syndicats de travailleurs appellent à manifester. En octobre, les établissements scolaires se joignent au mouvement. Des lycéennes boycottent les cours, déchirent la page de leur manuel à l'effigie du Guide suprême et défilent dans les rues. Le soulèvement touche désormais les quatre coins du pays et toutes les classes sociales. L'Iran connaît pour la première fois depuis la révolution de 1979 un phénomène généralisé et continu de contestation populaire.

Within a few days, by late September 2022, the rebellion that had started in the region where Mahsa Amini lived spread to become a national uprising, targeting the Islamic Republic of Iran. Civil society groups, students, and labour unions called on people to demonstrate. In October, schools joined the movement. Schoolgirls boycotted classes, took their text books and tore out the page with the picture of the Supreme Leader, and they marched in the street. By then the movement had spread to all parts of the country and all levels of society. For the first time since the 1979 revolution, Iran was experiencing widespread, continuous protests.

















069—083: Une jeune femme non voilée se dresse sur un véhicule alors que des milliers de personnes se dirigent vers le cimetière d'Aychi, pour commémorer le 40^e jour de la mort de Mahsa Amini, à Saqqez, sa ville natale dans le Kurdistan iranien. La tradition musulmane célèbre cette date, jour du passage de l'âme dans l'au-delà, et de la fin du deuil. Saqqez, Kurdistan iranien, le 26 octobre 2022. Photographe anonyme.

069—083: A young woman without a hijab stands on a vehicle as thousands of people make their way to the Aychi cemetery, to commemorate the 40th day of Mahsa Amini's death, in Saqqez, her hometown in Iranian Kurdistan. Muslim tradition celebrates this date as the day of the soul's passage to the afterlife, and the end of mourning. Saqqez, Iranian Kurdistan, October 26, 2022. Anonymous photographer.















086—099: Des manifestants lancent des pierres contre les forces de sécurité. Les affrontements ont lieu dans la rue principale de Divandareh, Kurdistan iranien, le 19 septembre 2022. Auteur anonyme.

084—099: Demonstrators throw stones at security forces. Clashes take place in the main street of Divandareh, Iranian Kurdistan, on September 19, 2022. Anonymous author.



102—103: Rassemblements dans les rues de Mashhad, ville sainte au nord-est de l'Iran, dans la province de Khorassan-e Razavi, le 20 septembre 2022.
Photographe: Masoumeh.

102—103: Gatherings in the streets of Mashhad, a holy city in northeastern Iran, Khorassan-e Razavi, September 20, 2022.
Photographer: Masoumeh.





106—109: Les forces de police se déploient dans les rues de Téhéran pour disperser les manifestants descendus dans la rue, le 20 septembre 2022.
Photographe: Hossein.

106—109: Police forces deploy in the streets of Tehran to disperse protesters who have taken to the streets.
September 20, 2022.
Photographer: Hossein.











کتابی ولایت
شماره ۲



مجمع دانشکده هنر
ساحتمان شماره ۴
انشکده هنر





مجمعہ دانشی و ادبی
ساختمان شماره ۴
انشکده هنر

112—113: Les étudiants des universités de Téhéran sont les premiers à relayer leur colère par des grèves et des manifestations. « Chère Jina, tu ne meurs pas. Ton nom devient un symbole », peut-on lire sur les affichettes. Plus de 120 universités rejoignent le mouvement. Téhéran, 18 septembre 2022. Auteur anonyme.

114—119: Les forces de sécurité encerclent l'université de Sharif, pénètrent dans le parking et poursuivent les étudiants pour les arrêter. Depuis le 16 septembre 2022, des centaines d'étudiants ont été arrêtés. Téhéran, 2 octobre 2022. Auteur anonyme.

120—125: Les étudiants de la faculté d'art de l'université Azad de Sohanak organisent une performance pour protester contre tous les meurtres perpétrés par le régime. Téhéran, 10 octobre 2022. Auteur anonyme.

112—113: Students at Tehran's universities are the first to show their anger, with strikes and demonstrations. "Dear Jina, you don't die. Your name becomes a symbol", chant the posters. More than 120 universities joined the movement. Tehran, September 18, 2022. Anonymous author.

114—119: Security forces surround Sharif University, then enter the parking lot and chase the students to arrest them. Since September 16, 2022, hundreds of students have been arrested. Tehran, October 2, 2022. Anonymous author.

120—125: Students from the Faculty of Art at Azad University in Sohanak organize a performance to show their anger against the murders perpetrated by the regime. Tehran, October 10, 2022. Anonymous author.

Si, dans un premier temps, le régime fait preuve d'une certaine retenue à Téhéran, où les forces de police et bassidji (milices territoriales appartenant au corps des gardiens de la révolution) ne font pas usage d'armes à feu, une répression brutale s'abat sur les régions kurdes et baloutches. Très rapidement, la même violence touche tout le pays. Dans les manifestations, des centaines d'Iraniens sont éborgnés ou aveuglés par les militaires. Les organisations de défense des droits humains comptent près de 500 civils tués parmi les soutiens du soulèvement. Dans ce contexte tendu, les murs iraniens sont un espace pour continuer la contestation.

Initially the regime did not overreact in Tehran where the police and the Basij militia (one of the forces of the Islamic Revolutionary Guard Corps) did not resort to firearms, but there was a brutal crackdown in the Kurdish and Baluch provinces. Before long, the same violence was seen across the country. A technique commonly used by soldiers was to aim at the eyes of protesters, and there are now hundreds of Iranians who have lost one or both eyes. According to human rights organizations, nearly 500 civilians supporting the uprising have been killed. With such great tension prevailing, walls in Iran has become a forum for further protest.



سرای استقباه الا
زن زندگی آزادی

130—133: Composition de photographies de graffitis. À gauche: « #MahsaAmini », 20 décembre 2022. À droite: « Femme, Vie, Liberté », 30 septembre 2022, « Pour l'erreur de 1979 », janvier 2023. Téhéran. Auteur: Morteza Aslani.

130—133: Composition of graffiti photographs. Left: “#MahsaAmini”, December 20, 2022. Right: “Woman, Life, Freedom” September 30, 2022 and “For the 1979 mistake” January 2023. Tehran. Author: Morteza Aslani.



136—137: Mercedeh
Shahinkar, professeure de
fitness blessée à l'œil dans
une manifestation à Téhéran,
poste sa photo sur les réseaux
sociaux le 15 octobre 2022.

136—137: Mercedeh
Shahinkar, fitness professor,
injured in the eye during
a demonstration in Tehran.
She publishes her photograph
on social media on the 15th
of October 2022.







140—145: Une jeune femme
se dresse devant les canons
à eau de la police antiémeute.
Téhéran, le 19 septembre 2022.
Auteur anonyme.

140—145: A young woman
stands in front of the riot
police's water cannons.
Tehran, September 19, 2022.
Anonymous author.



148—149: L'arrestation d'un manifestant, mis de force dans le coffre d'une voiture par des agents en civil, dans la ville de Mashhad, province de Khorassan-e Razavi, 17 octobre 2022. Auteur anonyme.

148—149: The arrest of a protester, forcibly placed in the trunk of a car by plainclothes officers, in the city of Mashhad, in Khorassan-e Razavi province. October 17, 2022. Anonymous author.







152—157: Une attaque par les forces de l'ordre contre les manifestants, dans la province du Sistan-et-Baloutchistan. Au moins 16 personnes sont tuées, dont deux enfants. Khash, le 4 novembre 2022. Auteur anonyme.

152—157: An attack by security forces on demonstrators in the province of Sistan and Baluchistan. At least 16 people are killed, including two children. Khash, November 4, 2022. Anonymous author.



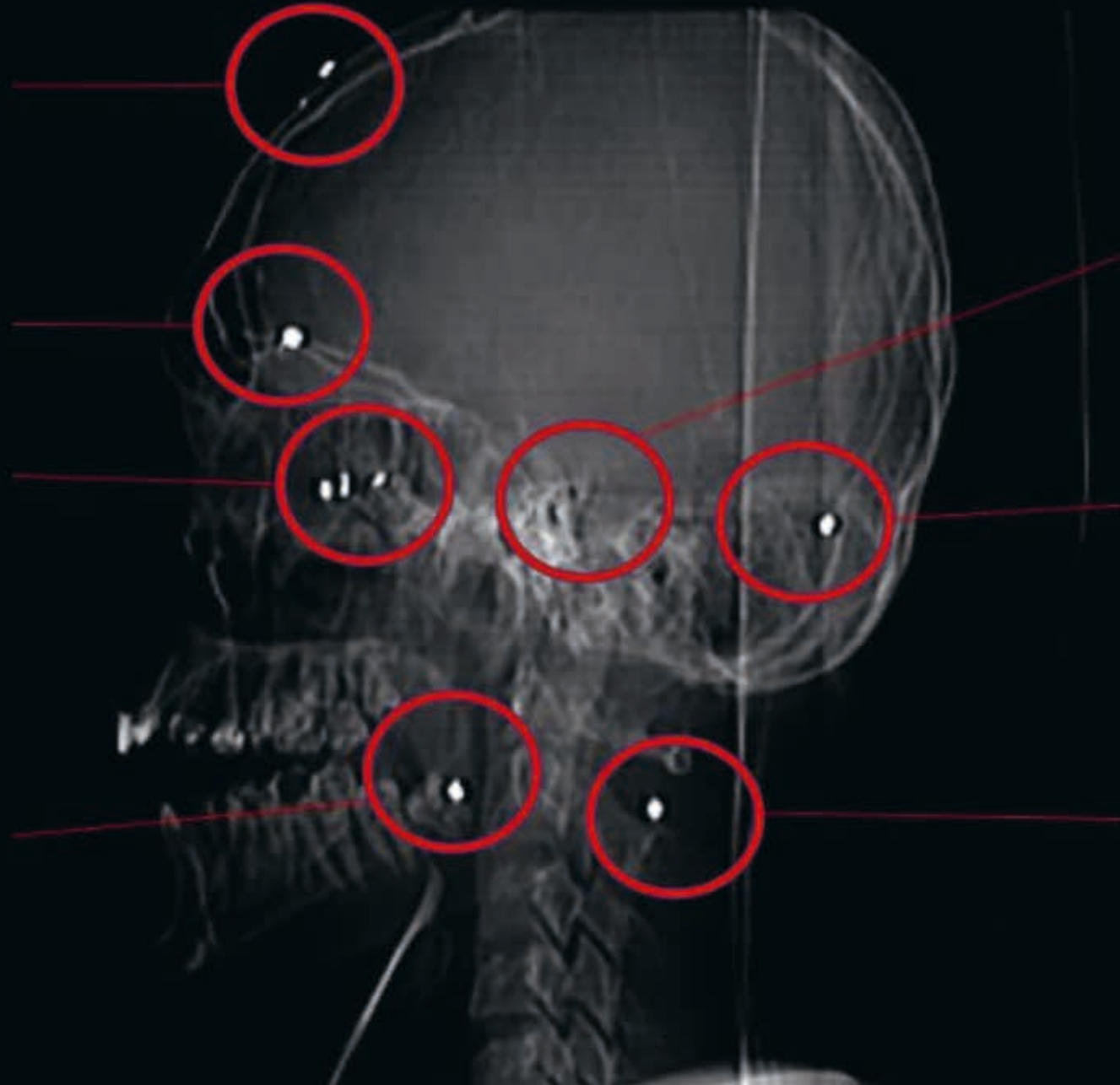


160—163: À Zahedan, capitale du Sistan-et-Baloutchistan, un vendredi, après la prière de midi, les manifestants sont violemment réprimés.

L'hôpital est saturé. Un média baloutche rapporte plus de 100 tués. Human Rights Watch a qualifié cette journée de la « plus meurtrière de l'année ». Zahedan, 30 septembre 2022. Auteur anonyme.

160—163: In Zahedan, capital of Sistan and Baluchistan, on a Friday after midday prayers, demonstrators are violently repressed. The hospital was saturated. A Baluchi media outlet reported that more than 100 people had been killed.

Human Rights Watch called it “the deadliest day of the year”. Zahedan, September 30, 2022. Anonymous author.



166—167: Radiographie de Zaniyar Tondro, manifestant de 17 ans blessé par des plombs de chevrotine. Il a perdu un oeil. Piranshahr, Azerbaïdjan occidental, le 27 octobre 2022.

166—167: X-ray of Zaniyar Tondro, 17-year-old protester wounded by buckshot pellets. He lost one eye. Piranshahr, West Azerbaijan, October 27, 2022.

مگر

2

170—171: Graffiti «Mort»,
février 2023 à Téhéran.
Photographe: Ain Amal.

170—171: Graffiti "Death",
February 2023 in Tehran.
Photographer: Ain Amal.



174—175: La tombe de Kian Pirfalak, 9 ans, tué par balle dans la voiture conduite par son père dans la ville d'Izeh, au Khuzestan, dans le sud-ouest de l'Iran. Sa famille publie une vidéo après sa mort, dans laquelle le jeune garçon montre un petit bateau qu'il a conçu. « Au nom du dieu de l'arc-en-ciel », dit-il. Mars 2023. Photographe: Hoda Fatahiyan.

174—175: Kian Pirfalak's grave shot dead, at 9 years old, in the car drove by his father, in the town of Izeh, Khuzestan province, in southwest Iran. His family publishes a video on social media, in which the boy is showing off a small boat he built. He mentions: "In the name of the God of rainbow". March 2023. Photographer: Hoda Fatahiyan.

En 2023, les manifestations dans la rue se raréfient mais la colère de la population reste intacte. La résistance se manifeste désormais dans la vie quotidienne, notamment chez ces femmes qui sortent dans la rue sans foulard malgré les intimidations et les amendes que le régime applique pour les dissuader. De nombreuses étudiantes ont été interdites d'accès à leur université en raison du non-respect du port du voile. Les commerces qui acceptent les clientes non voilées risquent la fermeture. Les institutions et organisations gouvernementales refusent de servir les Iraniennes sans foulard. Une guerre de nerf permanente se joue. Or la lutte continue. Comme le disent certains: « Rien ne sera jamais comme avant. »

By 2023, street demonstrations are less frequent, but the anger of the population remained intact. Resistance is now manifesting itself in everyday life, particularly among those women who go out into the street without hijabs, despite the intimidation and fines the regime applies to dissuade them. Numerous female students have been banned from attending university for not wearing the hijab. Businesses that accept non-veiled customers risk closure. Government institutions and organizations refuse to serve unveiled Iranian women. A permanent war of nerves is being waged. But the struggle goes on. As some say: "Nothing will ever be the same again."



180—181: L'artiste Elham Abbasloo récupère les mèches coupées par des femmes autour du monde, se tond la tête et pose sur un parterre de cheveux pour protester contre la répression. Téhéran, le 31 décembre 2022.

180—181: Artist Elham Abbasloo collects hair cut off from women around the world, clipping her own head and posing on a bed of hair to protest against the repression. Tehran, December 31, 2022.









184—191: Chorégraphie des élèves d'une classe de danse dans le quartier d'Ekbatan à Téhéran. La vidéo publiée sur Instagram par leur professeure à l'occasion de la journée internationale des droits des femmes devient virale. Les danseuses sont arrêtées et contraintes à des aveux et excuses publiques. Téhéran, le 8 mars 2023.

184—191: Choreography by students in a dance class in the Ekbatan neighborhood. The video posted on Instagram by their teacher on the occasion of Women's Day goes viral. The dancers are arrested and forced to say publicly that they regret their action. Tehran, March 8, 2023.





195: Sepideh Gholian, militante des droits des ouvriers, incarcérée pour ses activités depuis 2020. Le jour de sa libération, devant la prison d'Evin, elle crie, cheveux lâchés: «Khamenei! On te renversera!». Elle sera à nouveau arrêtée quelques heures plus tard. Téhéran, le 15 mars 2023. Photographe anonyme.

196—197: Samaneh Asghari, étudiante et militante des droits des enfants, libérée de la prison de Gharchak, à Téhéran, se présente souriante et sans voile. Aujourd'hui, condamnée à six ans de prison pour ses activités, elle peut à tout moment être convoquée par la police en vue de purger sa peine. Téhéran, avril 2023.

195: Sepideh Gholian, workers' rights activist, imprisoned for her activities in 2020. On the day of her release, in front of Evin prison, hair blowing in the wind, she shouts: "Khamenei! We will overthrow you!" She was arrested again a few hours later. Tehran, March 15, 2023. Anonymous photographer.

196—197: Samaneh Asghari, student and children's rights activist, released from Gharchak prison in Tehran, presents herself smiling and unveiled. Today, sentenced to six years' imprisonment for her activities, she can at any time be summoned to prison in order to serve her sentence. Tehran, April 2023.



200—201: Une jeune femme devant une mosquée sur le boulevard Keshavarz à Téhéran. Le World Press Photo a distingué cette photographie pour symboliser le courage des femmes iraniennes depuis le début de la contestation. 27 décembre 2022. Photographe: Ahmadreza Halabisaz.

200—201: A young woman in front of a mosque on Keshavarz Boulevard in Tehran. The World Press Photo awarded this photo which symbolizes the courage of Iranian women since the beginning of the uprising. December 27, 2022. Photographer: Ahmadreza Halabisaz.







984
کف
984







204—205: Une jeune femme sans voile et blessée lors d'une manifestation traverse une rue de Téhéran le 12 février 2023. Photographe: Ali Mohammadi.

206—207: Une fille fume devant l'entrée principale de l'université de Téhéran, un jour de la semaine durant laquelle la République islamique d'Iran fête l'anniversaire de son avènement. Téhéran, 6 février 2023. Photographe: Daniel Shaigan.

208—209: Une femme sans voile marche devant une fresque murale nationaliste sur l'avenue Enqelab. Téhéran, 28 janvier 2023. Photographe: Arash Khamooshi.

210—211: Jeune femme sur une plage dans le sud de l'Iran, non voilée et cheveux libres. Bandar Abbas, Hormozgān, avril 2023. Photographe: Morteza Niknahad.

212—213: Scène de rue à Téhéran, en avril 2023. Photographe: Pouria Nouri.

214—215: Scène de rue à Téhéran, le 24 septembre 2022. Photographe: Maryam Rahmanian.

204—205: A young woman crosses a street in Tehran without a hijab, wounded in the eye during the recent demonstrations. Tehran, February 12, 2023. Photographer: Ali Mohammadi.

206—207: A girl smokes in front of Tehran University's main entrance, during the ten days of celebration of the Islamic Republic of Iran. Tehran, February 6, 2023. Photographer: Daniel Shaigan.

208—209: A woman without a hijab walks in front of a nationalist mural on Enqelab Avenue in Tehran, January 28, 2023. Photographer: Arash Khamooshi.

210—211: Young woman on a beach in southern Iran, unveiled and hair free, Bandar Abbas, Hormozgān, April 2023. Photographer: Morteza Niknahad.

212—213: Street scene in Tehran. April, 2023. Photographer: Pouria Nouri.

214—215: Street scene in Tehran, September 24, 2022. Photographer: Maryam Rahmanian.























218—225: Sepher Azami, âgé de 23 ans, d'origine kurde, est blessé par balles par les forces de sécurité, début novembre 2022. Après sa mort, sa famille poste une vidéo d'un mariage où il dansait.

226—231: Nika Shakarami, lycéenne de 16 ans, a manifesté à Téhéran fin septembre 2022. Dans son sac à dos: sa pièce d'identité, une bouteille d'eau et une serviette. Elle prétend aller passer la nuit avec sa sœur dans un dortoir universitaire. Sans nouvelles le lendemain, sa famille fait le tour des prisons et des morgues. Dix jours plus tard, son corps est identifié, fracturé au crâne, au menton et au nez. On la voit ici faisant une chorégraphie.

232—239: Khodanour Lajai, âgé de 27 ans est assassiné par balles pendant la manifestation du « vendredi noir », le 30 septembre 2022 à Zahedan, Baloutchistan. Sur cette vidéo postée par sa famille, il fait une danse traditionnelle.

218—225: Sepher Azami, aged 23, from Kurdistan, was shot and wounded by security forces in early November 2022. He died a month later from his wounds in the civilian hospital in the town of Karaj, in the province of Alborz.

226—231: Nika Shakarami, a 16-year-old student was part of a demonstration in Tehran, late September 2022. In her backpack: her identity card, a bottle of water and a towel. She claimed she was going to spend the night with her sister in a university dormitory. With no news the next day, her family went around the prisons and morgues looking for her. Ten days later, her body is identified, with a broken skull, chin and nose.

232—239: Khodanour Lajai, aged 27, was shot dead during the "Black Friday" demonstration on the 30th of September 2022 in Zahedan, Baluchistan.



243: La tombe de Mahsa (Jina) Amini est régulièrement saccagée. Elle est aussi devenue un mausolée de résistance. Saqqez, Kurdistan iranien, le 21 mai 2023. Photographe anonyme.

243: Mahsa Amini's grave is regularly ransacked. It has become a mausoleum of resistance. Saqqez, Kurdistan, May 21 2023. Anonymous photographer.







246—251: Mahsa Amini
danse, sur une vidéo que sa
famille a publiée après
sa mort, en octobre 2022.

246—251: Mahsa Amini
dances in a video released
by her family after her death
in October 2022.

Ghazal Golshiri, née en 1981 à Téhéran, est journaliste au service international du quotidien Le Monde depuis 2011.

Marie Sumalla, née en 1980 à Perpignan, est rédactrice photo au quotidien Le Monde depuis 2011.

Le corpus de photographies et vidéos rassemblées dans ce livre a initialement été constitué pour les besoins de la couverture du soulèvement de 2022 pour le journal Le Monde. Il a été publié le 15 février 2023, à l'occasion des 5 mois de soulèvement.

Les auteurs de ces images, pour la plupart issues de réseaux sociaux, sont souvent des citoyens iraniens qui ont requis l'anonymat.

Ce livre est publié à l'occasion de l'exposition « Tu ne meurs pas », présentée pendant la 35^e édition du festival international de photojournalisme, Visa pour l'Image, à Perpignan.

Ghazal Golshiri, born in 1981 in Tehran, has been a journalist in the international department of Le Monde since 2011.

Marie Sumalla, born in 1980 in Perpignan, has been photo editor at Le Monde since 2011.

The collection of photographs and videos in this book was initially created for Le Monde's coverage of the 2022 uprising. It was published on February 15, 2023, to mark the 5-month anniversary of the uprising.

The authors of these images, mostly taken from social media, are often Iranian citizens who have requested anonymity.

This book is published on the occasion of the exhibition "Tu ne meurs pas" presented at the 35th edition of the international photojournalism festival, Visa pour l'Image in Perpignan.

À nos sœurs, frères et amis iraniens
À Elaheh Mohammadi, Niloufar Hamed
À Nicolas Jimenez, Farzad Seifikaran, Jean Philippe Rémy et Madjid Zerrouky.
À Jean-François Leroy et Delphine Lelu
À Allan Kaval, Florence Boulin, Solange Reboul, Christophe Ayad
À Aline Sumalla, Farzaneh Taheri, Barbad Golshiri

Conception : Marie Sumalla et Jérôme Sother

Design graphique : Marine Le Thellec

Texte : Ghazal Golshiri

Traduction : Sahar Dolatshahi

Éditions GwinZegal & Tipping Expected

Éditions GwinZegal
4, rue Auguste-Pavie
22200 Guingamp

GwinZegal bénéficie du soutien de la Direction régionale des affaires culturelles de Bretagne, de la Région Bretagne, du Conseil départemental des Côtes-d'Armor, de Guingamp-Paimpol agglomération et de la ville de Guingamp.

Éditions GwinZegal & Tipping Expected

ISBN: 979-10-94060-43-8

10 euros